

[Texte]

honourable member knows that—his government did it—and our government has done it as well.

Mr. MacLellan: It seems not only did the Minister of Finance not have the decency to give the six months' notice, he also did not have the decency to tell the Minister of Energy who, seven days before the budget was brought down, said it would go its full term. So I can understand what he is going through.

Evidently the Minister of Energy, Mines and Resources is having a study done of the nuclear industry in Canada, particularly AECL. I understand from his department that this report will not be made public. I have been told—and I can quote very much verbatim—that I will see the results of the report in the decisions the government takes. I find that cold comfort when we are dealing with something as important as the future of the nuclear industry in Canada. I would hope that this report would be made public shortly after the minister receives it.

Mr. Epp: I cannot commit to that, Mr. Chairman, and I will try to explain. Ontario and Canada appointed a consultant who has worked in the nuclear field in the AECL for some time. His appointment was due to the fact that he had this background material and we did not have to spend an inordinate amount of time going over familiar territory.

What I will undertake, Mr. Chairman, is that if there is a certain point in time that I can release it, I will examine the honourable member's request and see how accommodating we can be. It would have to be done jointly with Ontario and with Canada so I cannot go much further.

The Chairman: Thank you very much. We should go on to Mr. Samson.

Mr. Samson (Timmins—Chapleau): In regard to the CEIP and the flow-through shares question, I notice in the report, continuing from where my friend left off:

The Canadian Exploration Incentive Program will remain in place to assist both the oil industry and mining industries, particularly the small producers, in raising equity through a flow-through share system.

• 1625

Does that lead us to believe that the flow-through share system as we knew it, before the CEIP, is going to be reintroduced with more monitoring? Also, when you talk of small producers, what is the criteria to determine whether he is a small producer or a large producer? Where are the lines drawn?

Mr. Epp: Mr. Chairman, I could possibly have my officials answer, or we could give those regulations to Mr. Samson possibly a little later. Let me just give it to him in broad strokes, if that is satisfactory. The CEIP program, as

[Traduction]

n'ignore pas cette façon de procéder, puisque c'est ce qu'a fait son gouvernement; le nôtre a également procédé ainsi.

M. MacLellan: Il semble que le ministre des Finances n'ait pas eu la décence de donner un préavis de six mois, mais de surcroît, il n'a même pas averti le ministre de l'Énergie qui déclarait, sept jours avant le dépôt du Budget, que le programme serait respecté intégralement. Je comprends donc parfaitement ce qu'il éprouve actuellement.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a commandé une étude sur l'industrie nucléaire du Canada, en particulier sur l'EACL. D'après ses fonctionnaires, le rapport ne sera pas publié. On m'a dit—et je peux le répéter mot à mot—qu'on verrait les résultats du rapport dans les décisions du gouvernement. Voilà une piètre consolation, dans un domaine aussi crucial que l'avenir de l'industrie nucléaire au Canada. J'espère que ce rapport pourra être publié dès que le ministre l'aura reçu.

M. Epp: Je ne peux prendre aucun engagement en ce sens, monsieur le président, et je vais vous expliquer pourquoi. L'Ontario et le Canada ont nommé un expert-conseil qui travaille depuis un certain temps avec l'EACL dans le domaine nucléaire. Il a été choisi parce qu'il connaît bien le sujet, et que nous ne perdrons pas trop de temps à le mettre au courant.

Je peux faire une chose, monsieur le président; s'il s'avère que je peux publier ce rapport, je verrai s'il est possible de donner suite à la demande du député. Il faudrait pour cela obtenir l'accord des autorités ontariennes, si bien que je ne peux m'engager davantage.

Le président: Je vous remercie. Nous pouvons donner la parole à M. Samson.

M. Samson (Timmins—Chapleau): En ce qui concerne le PCEE et la question des actions accréditatives, je remarque dans le rapport, après le passage cité par mon collègue, que:

le programme canadien d'encouragement à l'exploration va rester en vigueur et va aider les industries pétrolières et minières, en particulier les petits producteurs, à obtenir du financement grâce à un système d'actions accréditatives.

Faut-il en déduire que le système des actions accréditatives que nous avons connu avant le CPEE va être remis en vigueur avec un contrôle plus étroit? Par ailleurs, lorsque vous parlez de petits producteurs, quel critère utilisez-vous pour déterminer s'il s'agit d'un petit ou d'un gros producteur? Où se situe la limite entre les deux?

M. Epp: Monsieur le président, je vais demander à mes fonctionnaires de répondre à cette question, à moins que nous puissions indiquer ultérieurement à M. Samson quels sont les règlements applicables en la matière. Si